



Département de la
Seine-Maritime

VOEU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2016

Publication : 13/10/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 10 octobre 2016

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	29
Nombre de Pouvoirs	4
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **12 octobre 2016**.

L'an deux mille seize, le **10 octobre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **3 octobre**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents à l'appel nominal

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Monsieur **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h39 – délib n°6), Marie-Paule **DESHAYES**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Alexandre **MORA**, Stéphanie **ONFROY**, Jérôme **DUBOST**, Nada **AFIOUNI**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Gilles **BELLIERE**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Olivier **LARDANS** a donné pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Sophie **CAPELLE** a donné pouvoir à Stéphanie **ONFROY**
Valérie **LEDOUX** a donné pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Juliette **LOZACH** a donné pouvoir à Frédéric **PATROIS**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 10 Octobre 2016

VOEU

VOEU PRESENTE PAR LE GROUPE MUNICIPAL « AGIR ENSEMBLE POUR MONTIVILLIERS »

Considérant que le vélo est un mode de déplacement à la fois bénéfique à la santé de ses pratiquants, non polluant et non bruyant et donc bénéfique à la santé publique en général et à la qualité de l'air, qu'il est peu coûteux et globalement bénéfique à la bonne santé économique des ménages et de la collectivité, qu'il est à ce titre recommandé par l'ensemble des pouvoirs publics tant nationaux qu'européens qui souhaitent un essor de sa pratique en remplacement de déplacements motorisés ;

Considérant que la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 a introduit dans le Code du Travail une indemnité kilométrique vélo conçue sur le modèle de l'indemnité que perçoivent les salariés utilisant leur voiture pour leurs déplacements domicile travail et dont les modalités concrètes ont été précisées par un décret du 11 février 2016 ;

Considérant que le secteur public est, a priori, malgré certaines déclarations encourageantes de la ministre de l'environnement, exclu à ce stade du dispositif alors même que les agents du service public pourraient très bien être intéressés par une telle mesure et qu'ils pourraient, le cas échéant, avoir une certaine exemplarité envers nos concitoyen-nes les incitant ainsi à la pratique vertueuse du vélo ;

Considérant enfin que la ville de Montivilliers, de par son engagement dans la démarche « Agenda 21 », semble tout à fait désignée pour mettre en œuvre une telle mesure si elle devenait légalement possible ;

Il est proposé au conseil municipal de Montivilliers de :

- demander au gouvernement l'élargissement rapide au secteur public de la mesure créant une indemnité kilométrique vélo, de même montant que pour le privé et non plafonnée,
- affirmer sa volonté, si cette possibilité était ouverte, de l'appliquer à ses agents volontaires, après consultation des organismes de dialogue social de la commune.

Après lecture, Monsieur le Maire propose un amendement au vœu en supprimant la mention « de même montant que pour le privé et non plafonnée » à remplacer par « **qui serait fixée par décret** »

L'amendement suivant est mis au vote du Conseil Municipal :

« Il est proposé au conseil municipal de Montivilliers de :

- demander au gouvernement l'élargissement rapide au secteur public de la mesure créant une indemnité kilométrique vélo **qui serait fixée par décret**
- affirmer sa volonté, si cette possibilité était ouverte, de l'appliquer à ses agents volontaires, après consultation des organismes de dialogue social de la commune. »

Le Conseil Municipal adopte l'amendement présenté ci-dessus par 32 voix Pour et 1 abstention (Gilles LEBRETON)

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

 **Le Maire,** 

Le Vœu amendé est ensuite soumis au vote du Conseil Municipal.

« Il est proposé au conseil municipal de Montivilliers de :

- demander au gouvernement l'élargissement rapide au secteur public de la mesure créant une indemnité kilométrique vélo **qui serait fixée par décret**
- affirmer sa volonté, si cette possibilité était ouverte, de l'appliquer à ses agents volontaires, après consultation des organismes de dialogue social de la commune. »

Le Conseil Municipal adopte le vœu amendé présenté ci-dessus par 32 voix Pour et 1 abstention (Gilles LEBRETON)

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

 **Le Maire,** 